2023-2-FR02-KA220-YOU-000175177

EMERGING ADVANCED SKILLS YOUTH (EASY)

Livre blanc de référence

Stimuler l'employabilité et le développement des talents dans les communautés défavorisées afin de former au moins 4 000 jeunes aux 10 compétences nécessaires d'ici 2025 pour obtenir un emploi décent.

SOMMAIRE

1. Résumé.....4
2. Analyse comparative entre pays.....5
2.1. Vue d'ensemble.....5
2.1.1. Autriche.....5
2.1.2. France.....6
2.1.3. Grèce.....8
2.1.4. Lituanie.....10
2.1.5. Roumanie.....12
2.1.6. Slovénie.....13
2.2. Enjeux communs et bonnes pratiques.....16
2.2.1. Enjeux communs en matière d'emploi des jeunes.....16
2.2.2. Bonnes pratiques dans la lutte contre le chômage des jeunes.....17
3. Analyse de la situation en Europe.....19
3.1. Le chômage des jeunes dans l'UE.....19
3.2. Les enjeux et les opportunités.....22
4. Ressources.....25

1. Résumé

Le chômage des jeunes reste un défi important dans toute l'Union européenne, avec des causes complexes et des implications profondes. Ce livre blanc se penche sur la situation actuelle du chômage des jeunes dans l'UE, en fournissant une analyse complète des causes sous-jacentes, des disparités régionales et de l'inadéquation des compétences dont souffrent les jeunes demandeurs d'emploi. Le document souligne le besoin critique de réforme de l'éducation, en particulier pour aligner la formation professionnelle sur les exigences du marché du travail moderne, et met l'accent sur l'importance de l'expérience pratique pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail.

Le livre blanc examine également les initiatives réussies et les meilleures pratiques de divers États membres de l'UE visant à lutter contre le chômage des jeunes. Il s'agit notamment d'un soutien ciblé aux zones rurales, de programmes visant à réduire le déficit de compétences dans les secteurs numériques et verts, et d'efforts visant à améliorer la sécurité de l'emploi pour les jeunes travailleurs.

Ce livre blanc a pour but de fournir aux décideurs politiques et aux parties prenantes des idées et des points de départ pratiques pour créer un marché du travail plus inclusif et plus dynamique pour les jeunes Européens.

Ce texte a été rédigé en 2024 et se base principalement sur les données de cette année-là.

2. Analyse comparative entre pays

2.1. Vue d'ensemble

2.1.1. Autriche

Causes

Le chômage des jeunes en Autriche, bien que relativement faible par rapport à l'ensemble de l'UE, est fortement influencé par une inadéquation persistante entre ce que le système éducatif offre et ce que le marché du travail exige. Ce problème est particulièrement marqué dans les zones rurales, où l'accès à une éducation et à une formation professionnelle de qualité est beaucoup plus limité que dans les centres urbains. Le système d'enseignement dual, bien qu'il soit un atout important, peine à suivre le rythme des changements rapides de l'économie numérique, laissant de nombreux jeunes mal préparés à l'évolution du marché de l'emploi. Les disparités régionales accentuent le problème, les régions rurales et industrielles telles que la Haute-Autriche et la Styrie étant les plus touchées par les taux de chômage élevés chez les jeunes.

Implications

Le fossé entre l'éducation et l'emploi n'entrave pas seulement les perspectives économiques des jeunes Autrichiens, mais pose également des défis sociaux plus vastes. Le chômage de longue durée chez les jeunes peut entraîner des risques accrus de pauvreté et d'exclusion sociale, en particulier pour ceux qui n'ont pas suivi le système d'apprentissage traditionnel. Les groupes marginalisés, y compris les jeunes immigrés et réfugiés, sont confrontés à des obstacles encore plus importants en raison des barrières linguistiques et de la discrimination potentielle, ce qui renforce encore leurs difficultés à accéder à un emploi stable. Ces facteurs se combinent pour créer un cycle de désavantages qu'il est difficile de briser.

Tendances

Une tendance notable en Autriche est le déclin significatif des apprentissages, en particulier dans des secteurs comme le tourisme, où le nombre de jeunes entrant dans ces fonctions a fortement chuté au cours des quinze dernières années. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'accélérer ce déclin, perturbant les voies traditionnelles d'accès à la vie active. Dans le même temps, la pénurie de compétences numériques devient de plus en plus évidente, en

particulier dans les zones moins urbanisées, à mesure que l'économie s'oriente de plus en plus vers des fonctions axées sur la technologie. Ce fossé menace de s'élargir entre ceux qui peuvent s'adapter aux nouvelles exigences professionnelles et ceux qui sont laissés pour compte.

Efforts en cours

L'Autriche relève activement ces défis grâce à des initiatives telles que le « paquet emploi des jeunes » et la « garantie de formation », qui visent à garantir que chaque jeune jusqu'à 18 ans ait accès à une formation professionnelle ou à un enseignement complémentaire. Le programme « NEBA », qui offre un soutien personnalisé aux jeunes marginalisés, y compris ceux qui sont handicapés, joue un rôle crucial dans l'intégration de ces jeunes sur le marché du travail. Des efforts sont également déployés pour améliorer les programmes de formation professionnelle en y intégrant des compétences numériques, afin que les jeunes Autrichiens soient mieux préparés aux futurs marchés du travail.

Points de départ pratiques

La lutte contre le chômage des jeunes en Autriche nécessite une approche à multiples facettes. Il est essentiel de renforcer la formation professionnelle en mettant l'accent sur la culture numérique, notamment pour s'assurer que les jeunes sont équipés pour les emplois de demain. Il est tout aussi important d'élargir les possibilités d'éducation dans les zones rurales pour combler le fossé régional. Pour les groupes marginalisés, un soutien ciblé est nécessaire pour les aider à surmonter les obstacles à l'emploi. En outre, l'adaptation du système d'éducation dual pour mieux répondre à l'évolution rapide du paysage économique sera essentielle pour garantir que les jeunes Autrichiens puissent prospérer sur un marché mondial compétitif.

2.1.2. France

Causes

Le chômage des jeunes en France, qui s'élève actuellement à 17,2 %, est largement dû à un décalage persistant entre les compétences acquises par les jeunes dans le cadre de leurs études et celles exigées par le marché du travail. Ce décalage est particulièrement évident dans les secteurs numérique et technologique, où les progrès rapides dépassent la capacité d'adaptation du système éducatif. Les jeunes qui entrent sur le marché du travail n'ont

souvent pas l'expérience pratique que recherchent les employeurs, ce qui fait qu'il leur est difficile de trouver un emploi stable. Les disparités régionales aggravent encore ce problème, avec des régions comme la Nouvelle-Aquitaine et le département des Landes qui souffrent de taux de chômage plus élevés en raison d'un nombre réduit d'opportunités d'emploi et d'un accès limité à la formation spécialisée.

Implications

Le niveau élevé du chômage des jeunes en France comporte des risques économiques et sociaux importants. De nombreux jeunes se retrouvent dans un cycle d'emplois temporaires ou précaires, ce qui limite leur stabilité financière et leurs perspectives d'avenir. Cette situation n'a pas seulement un impact sur leur qualité de vie immédiate, mais contribue également à des défis sociaux plus larges, tels que l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. La fracture régionale ajoute une couche de complexité supplémentaire, car les jeunes des régions les moins développées ont encore plus de mal à trouver un emploi intéressant, perpétuant ainsi un cycle de désavantages qu'il est difficile de briser.

Tendances

En France, il y a une demande croissante de travailleurs dans les domaines numériques et technologiques tels que la cybersécurité et l'IA, mais le système éducatif a été lent à rattraper son retard. Ce décalage a conduit de nombreux jeunes à se tourner vers des méthodes d'éducation informelles et non traditionnelles pour acquérir les compétences dont ils ont besoin. En même temps, le recours à ces voies d'apprentissage alternatives souligne les insuffisances du système éducatif formel, en particulier dans les régions rurales où l'accès à des formations est limité. En conséquence, le marché du travail favorise de plus en plus ceux qui peuvent s'auto-éduquer ou accéder à des formations non traditionnelles, laissant les autres sur le carreau.

Efforts en cours

Pour lutter contre ces problèmes, la France a lancé des initiatives telles que le programme « 1 Jeune 1 Solution », conçu pour soutenir l'emploi des jeunes dans le sillage de la pandémie de COVID-19. Cette initiative offre un mélange d'incitations au recrutement, d'opportunités de formation et de soutien sur mesure pour ceux qui sont confrontés à des obstacles importants à l'emploi. Des efforts sont également déployés pour moderniser la formation

professionnelle afin de mieux l'adapter aux besoins du marché, en particulier dans les secteurs à forte demande comme la technologie et les soins de santé. Toutefois, pour que ces efforts soient efficaces, ils doivent évoluer en même temps que le paysage économique en mutation rapide et les attentes changeantes de la jeune main-d'œuvre.

Points de départ pratiques

La lutte contre le chômage des jeunes en France nécessite une approche plus dynamique de l'éducation et de la formation, notamment en alignant ces systèmes sur les besoins de l'économie numérique. Il est essentiel d'élargir l'accès à des programmes professionnels modernisés et de veiller à ce qu'ils répondent aux exigences actuelles du marché. Il sera également essentiel de s'attaquer aux disparités régionales, en veillant à ce que les jeunes de tout le pays aient un accès égal aux opportunités. Le renforcement de la collaboration entre les écoles, les employeurs et les autorités locales peut contribuer à créer un système plus souple et plus réactif qui prépare véritablement les jeunes à la main-d'œuvre de demain.

2.1.3. Grèce

Causes

Le chômage des jeunes en Grèce, l'un des plus élevés de l'UE avec 28,4 %, est profondément enraciné dans les conséquences économiques de la crise financière de 2008. La crise a déclenché de sévères mesures d'austérité qui, à leur tour, ont paralysé la création d'emplois et limité les investissements dans les programmes de formation. En conséquence, les investissements dans les programmes de formation ont été limités. De plus, il existe un fossé important entre les qualifications que les jeunes reçoivent et les compétences dont les employeurs ont besoin, fossé qui est exacerbé par les incohérences des programmes nationaux d'apprentissage et de formation professionnelle. Les facteurs culturels jouent également un rôle, car la préférence marquée de la société pour l'enseignement universitaire par rapport à la formation professionnelle entraîne une offre excédentaire de diplômés dans certains domaines et une pénurie dans d'autres.

Implications

Les implications du taux élevé de chômage des jeunes en Grèce sont profondes et vont au-delà de l'impact économique immédiat pour avoir des conséquences sociales plus larges. De nombreux jeunes Grecs sont pris dans un cycle d'emplois précaires, acceptant souvent de

mauvaises conditions de travail faute de meilleures options. Cette précarité ne limite pas seulement leur stabilité financière, mais contribue également à un sentiment généralisé de désillusion parmi les jeunes. En outre, la fuite des cerveaux, qui se poursuit, les jeunes Grecs qualifiés émigrent à la recherche de meilleures opportunités à l'étranger, affaiblit encore le potentiel économique du pays et exacerbe les pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

Tendances

Les tendances récentes montrent une fracture régionale persistante dans les taux de chômage des jeunes, les zones rurales comme la Thessalie et la Macédoine occidentale étant confrontées à des niveaux particulièrement élevés de chômage chez les jeunes. Ces régions sont souvent dépourvues des infrastructures et des opportunités économiques que l'on trouve dans les centres urbains, ce qui fait qu'il est plus difficile pour les jeunes de trouver un emploi sans déménager. De ce fait, l'augmentation de l'emploi informel et la sous-déclaration de ces emplois faussent les statistiques officielles du chômage, masquant ainsi l'ampleur réelle du problème. La pandémie n'a fait qu'intensifier ces questions, soulignant le besoin urgent d'interventions régionales ciblées.

Efforts en cours

La Grèce a lancé plusieurs initiatives stratégiques pour relever ces défis, notamment la « Stratégie nationale pour l'emploi des jeunes » et les programmes « Garantie pour la jeunesse ». Ces initiatives visent à améliorer l'employabilité grâce à des formations dans des secteurs à forte demande, au soutien de nouvelles entreprises et à l'amélioration de l'orientation professionnelle. La mise en œuvre de la carte de travail numérique représente également une étape importante pour garantir des pratiques de travail équitables et protéger les droits des travailleurs. Toutefois, ces efforts doivent être continuellement adaptés à l'évolution rapide du paysage économique et aux besoins spécifiques des diverses régions de la Grèce.

Points de départ pratiques

Pour lutter efficacement contre le chômage des jeunes, la Grèce doit s'attacher à combler le déficit de compétences en alignant les résultats scolaires sur les exigences du marché du travail, en particulier dans les secteurs émergents tels que les technologies numériques. Il est essentiel de renforcer la formation professionnelle et de réduire la stigmatisation associée à l'enseignement non universitaire. En outre, un soutien ciblé aux régions rurales est essentiel

pour créer des opportunités économiques plus équilibrées à travers le pays. S'attaquer à la fuite des cerveaux en créant des perspectives d'emploi plus attrayantes au niveau national pourrait également contribuer à retenir la main-d'œuvre qualifiée, ce qui est crucial pour la reprise et la croissance à long terme du pays.

2.1.4. Lituanie

Causes

Le chômage des jeunes en Lituanie, qui s'élève actuellement à 15,2 %, résulte d'un ensemble complexe de facteurs, le plus important étant l'inadéquation entre les résultats du système éducatif et les besoins du marché du travail. De nombreux jeunes Lituaniens obtiennent leur diplôme avec des qualifications qui ne correspondent pas aux exigences du marché du travail, en particulier dans les domaines du numérique et des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM). Le système d'enseignement professionnel a eu du mal à s'adapter à ces besoins changeants, ce qui a entraîné une pénurie de travailleurs qualifiés dans des domaines très demandés comme les technologies de l'information et de la communication (TIC). Les incitations économiques pour les entreprises à offrir des stages sont faibles, ce qui rend difficile pour les jeunes d'acquérir l'expérience nécessaire pour entrer sur le marché du travail.

Implications

Cette inadéquation entre l'éducation et les possibilités d'emploi a des conséquences socio-économiques importantes pour la Lituanie. De nombreux jeunes sont contraints d'occuper des emplois sans rapport avec leur domaine d'études, ce qui peut entraîner un sentiment d'insatisfaction et une baisse de la productivité. Le manque d'adéquation entre les compétences et les besoins du marché entrave également la croissance économique du pays, car les industries éprouvent des difficultés constantes à trouver du personnel qualifié. De plus, la situation est particulièrement grave dans les zones rurales, où les possibilités sont encore plus limitées, ce qui exacerbe le fossé entre les villes et les campagnes et contribue au dépeuplement des régions les moins développées.

Tendances

Ces dernières années, le taux de chômage a sensiblement augmenté chez les jeunes hommes, en particulier dans les zones urbaines, tandis que les femmes ont connu des résultats légèrement meilleurs en matière d'emploi. L'écart entre les sexes en matière d'emploi se creuse, les hommes étant confrontés à des taux de chômage plus élevés, en particulier dans les zones rurales où les possibilités d'emploi sont rares. Cette tendance est alarmante, car elle suggère que les industries traditionnelles dominées par les hommes n'offrent pas suffisamment d'opportunités aux jeunes travailleurs, peut-être en raison de la réorientation économique de secteurs tels que l'industrie manufacturière vers les services et les TIC, où les femmes sont plus représentées.

Efforts en cours

La Lituanie prend des mesures pour relever ces défis par le biais de plusieurs initiatives, notamment le « Programme national de développement de la politique de la jeunesse » (2023-2027). Ce programme se concentre sur l'alignement des résultats éducatifs sur les besoins du marché du travail et a conduit à la création de 14 nouveaux centres de carrière régionaux conçus pour fournir un soutien et une orientation ciblés aux jeunes, en particulier dans les zones rurales. En plus de cela, le projet « New Generation Lithuania », financé par l'UE, se concentre sur l'amélioration de la formation professionnelle et la promotion de la collaboration entre les municipalités et les centres d'éducation afin d'améliorer l'acquisition de compétences dans tout le pays.

Points de départ pratiques

La lutte contre le chômage des jeunes en Lituanie nécessite une approche à multiples facettes. L'amélioration de la pertinence de l'enseignement professionnel et l'élargissement de l'accès à la formation aux compétences numériques sont des étapes cruciales. Il convient d'accorder une attention particulière à la réduction du fossé entre les zones rurales et urbaines, en veillant à ce que les jeunes de toutes les régions aient un accès égal à l'éducation et aux possibilités d'emploi. En ce sens, le renforcement des partenariats entre les écoles et les entreprises peut contribuer à créer des programmes de formation plus pratiques et mieux adaptés, permettant ainsi aux jeunes Lituaniens d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour s'épanouir sur un marché du travail en constante évolution.

2.1.5. Roumanie

Causes

Le taux de chômage des jeunes en Roumanie, qui s'élève actuellement à 15,3 %, est en grande partie dû à un décalage persistant entre ce que les écoles enseignent et ce dont le marché du travail a besoin. Ce problème est particulièrement prononcé dans les zones rurales, où les ressources éducatives et la formation professionnelle font souvent défaut. De nombreux jeunes ont du mal à acquérir les compétences numériques qui sont de plus en plus essentielles, et une orientation professionnelle inadéquate rend plus difficile la transition entre l'école et le travail. Ces défis sont encore aggravés par l'instabilité économique et un marché du travail qui ne s'est pas encore complètement remis des récessions économiques passées.

Implications

Ce déficit de compétences a de graves conséquences. De nombreux jeunes Roumains se retrouvent dans des emplois qui ne correspondent pas à leurs qualifications, ce qui entraîne insatisfaction et sous-emploi. Dans les zones rurales, le manque d'opportunités pousse les jeunes à émigrer vers les villes ou même à l'étranger, ce qui ne fait qu'aggraver le déclin démographique et économique de ces régions. L'incapacité à intégrer les jeunes dans le monde du travail ne se traduit pas seulement par un affaiblissement du potentiel individuel, mais aussi par un ralentissement de la croissance économique globale du pays.

Tendances

Le fossé se creuse de plus en plus entre les zones urbaines et rurales en ce qui concerne le chômage des jeunes. Des régions comme Suceava sont particulièrement touchées, avec un taux de chômage des jeunes nettement supérieur à la moyenne nationale. Alors que l'économie s'oriente vers la numérisation, les industries traditionnelles qui fournissaient autrefois des emplois stables se réduisent, laissant de nombreux jeunes non préparés aux nouvelles opportunités, ou à l'absence d'opportunités. Le chômage de longue durée est également en hausse, ce qui reflète les difficultés rencontrées par les jeunes pour acquérir une expérience professionnelle pertinente.

Efforts en cours

La Roumanie a lancé plusieurs initiatives pour lutter contre le chômage des jeunes, notamment en développant les programmes de formation en alternance et en offrant des allègements fiscaux aux entreprises qui embauchent de jeunes travailleurs. Le programme « Start-Up Romania » encourage l'esprit d'entreprise en apportant un soutien financier et un mentorat aux jeunes qui ont des idées commerciales innovantes. Les efforts locaux, comme ceux de Suceava, se concentrent sur la création de possibilités de formation pratique par le biais de stages et d'apprentissages. Toutefois, ces programmes doivent continuer à évoluer pour rester en phase avec un marché de l'emploi en pleine mutation.

Points de départ pratiques

Pour réduire réellement le chômage des jeunes, la Roumanie devrait se concentrer sur l'amélioration de l'enseignement professionnel et l'adapter au marché du travail actuel, en particulier dans les secteurs numérique et technologique. L'élargissement de l'accès à une formation de qualité dans les zones rurales est essentiel pour combler le fossé régional. Des partenariats plus solides entre les écoles, les entreprises et les gouvernements locaux pourraient contribuer à créer des programmes de formation plus pratiques, permettant aux jeunes d'acquérir les compétences et l'expérience dont ils ont besoin pour réussir. La réduction de la fracture numérique et l'amélioration des services d'orientation professionnelle contribueraient également à faciliter la transition des jeunes Roumains vers le monde du travail.

2.1.6. Slovénie

Causes

Le chômage des jeunes en Slovénie, qui avoisine actuellement les 10 %, est en grande partie dû à un décalage important entre ce que les écoles enseignent et ce dont le marché du travail a réellement besoin. De nombreux jeunes entrent sur le marché du travail sans expérience pratique et sans les compétences nécessaires, en particulier dans les domaines numériques où la demande d'emploi est croissante. Le système éducatif, bien que solide dans certaines régions, a été lent à s'adapter à ces changements. La situation est encore plus difficile dans les zones rurales, où l'accès limité à une éducation, une formation et des infrastructures de qualité ne permet pas aux jeunes de rivaliser avec leurs homologues urbains.

Implications

L'impact de ce déficit de compétences est profond. De nombreux jeunes Slovènes se retrouvent au chômage ou occupent des emplois bien en deçà de leurs qualifications, ce qui est source de frustration et de gaspillage de potentiel. Ce problème est particulièrement aigu dans les régions rurales, où les possibilités d'emploi sont rares, ce qui pousse souvent les jeunes à émigrer vers les grandes villes ou même à l'étranger. Cette migration vide encore davantage ces régions de l'énergie et du potentiel de leur jeunesse, ce qui accentue les fractures économiques et sociales. Le chômage de longue durée devient un risque sérieux, menaçant non seulement les moyens de subsistance individuels, mais aussi la cohésion sociale au sens large.

Tendances

Une tendance claire en Slovénie est la demande croissante de compétences numériques, que le système éducatif a du mal à satisfaire, en particulier dans les zones les moins urbanisées. Le fossé entre les villes et les campagnes se creuse à mesure que les centres urbains dotent les jeunes des compétences nécessaires au marché du travail d'aujourd'hui. Dans le même temps, les emplois précaires, c'est-à-dire les emplois temporaires, mal rémunérés et peu sûrs, sont de plus en plus fréquents parmi les jeunes travailleurs qui tentent de prendre pied sur le marché de l'emploi. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces problèmes, perturbant les parcours professionnels traditionnels et soulignant la nécessité de programmes de formation plus résistants et adaptables.

Efforts en cours

La Slovénie prend des mesures pour relever ces défis par le biais de divers programmes. Le système d'éducation duale, qui combine l'apprentissage académique et l'expérience du monde réel dans les entreprises, est conçu pour mieux préparer les étudiants à la main-d'œuvre. Des politiques d'emploi actives sont également en place, offrant des subventions aux employeurs qui embauchent des jeunes, ainsi que des programmes de formation visant à améliorer l'employabilité. Des initiatives telles que « PUM-O » (Project Learning for Young Adults) sont particulièrement utiles, car elles permettent aux jeunes d'acquérir des compétences pratiques et de renforcer leur confiance en eux grâce à un mentorat personnalisé et à une formation pratique.

Points de départ pratiques

Pour lutter efficacement contre le chômage des jeunes, la Slovénie doit s'efforcer de rendre les programmes éducatifs plus pertinents, en mettant fortement l'accent sur l'expérience pratique et la formation aux compétences numériques. Améliorer l'accès à une éducation de qualité et aux opportunités d'emploi dans les zones rurales est crucial pour combler le fossé régional et réduire la migration des jeunes vers les villes. L'établissement de partenariats plus solides entre les écoles et les entreprises peut garantir que les jeunes obtiennent leur diplôme avec les compétences et l'expérience que les employeurs recherchent. De plus, l'augmentation du soutien à l'entreprenariat et l'offre d'une orientation professionnelle plus complète peuvent aider les jeunes Slovènes à passer de l'école au travail avec plus de confiance et de succès.

2.2. Enjeux communs et bonnes pratiques

2.2.1. Enjeux communs en matière d'emploi des jeunes

Le chômage des jeunes est un problème persistant en Europe, qui touche des pays comme l'Autriche, la France, la Grèce, la Lituanie, la Roumanie et la Slovénie. Malgré les différences de situation entre les pays, les jeunes sont confrontés à des obstacles communs lorsqu'il s'agit de trouver et d'obtenir un emploi stable.

L'un des principaux problèmes est l'**inadéquation des compétences** entre ce que les étudiants apprennent à l'école et ce dont les employeurs ont réellement besoin. Ce décalage est évident dans des pays comme la France et la Lituanie, où les compétences numériques sont rares, ainsi qu'en Roumanie et en Slovénie, où la formation professionnelle ne correspond pas toujours aux exigences du marché. Le rythme rapide de l'évolution technologique ne fait qu'aggraver ce problème, car les systèmes éducatifs ont du mal à suivre.

Le manque d'expérience pratique auquel sont confrontés de nombreux jeunes est un autre problème très répandu. Même dans les pays dotés de systèmes éducatifs solides, comme l'Autriche et la Slovénie, les diplômés arrivent souvent sur le marché du travail sans les compétences pratiques que les employeurs apprécient. La rareté des apprentissages et des stages aggrave ce problème, rendant plus difficile pour les jeunes le passage en douceur de l'école au monde du travail.

Les **disparités régionales** jouent également un rôle important dans le chômage des jeunes. En Grèce, en Lituanie et en Roumanie, par exemple, il existe un fossé évident entre les zones urbaines et les zones rurales. Les régions rurales affichent souvent des taux de chômage plus élevés en raison d'un manque de possibilités d'éducation et d'emploi, ce qui pousse de nombreux jeunes à s'installer dans les villes ou même à quitter le pays à la recherche de meilleures perspectives d'avenir. Cette migration vide ces régions de leurs jeunes talents et accentue les fractures économiques et sociales.

L'augmentation de l'**emploi précaire** est une autre tendance inquiétante, en particulier dans des pays comme la Slovénie et la France. De nombreux jeunes travailleurs se retrouvent

coincés dans des emplois temporaires, mal rémunérés et peu sûrs. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver cette situation, perturbant les parcours professionnels traditionnels et poussant davantage de jeunes vers des emplois instables ou des périodes de chômage prolongées.

Pour les groupes marginalisés, **les barrières économiques et sociales** ajoutent une difficulté supplémentaire. En Autriche, par exemple, les jeunes immigrés et réfugiés sont souvent confrontés à des barrières linguistiques et à la discrimination, tandis qu'en Roumanie, les habitants des zones rurales se heurtent à un accès insuffisant à l'éducation et aux possibilités d'emploi. Ces obstacles rendent encore plus difficile leur entrée sur le marché du travail et la construction de carrières stables et à long terme.

2.2.2. Bonnes pratiques dans la lutte contre le chômage des jeunes

Pour relever ces défis, il faut combiner des stratégies ciblées et adopter les meilleures pratiques qui ont fait leurs preuves dans différents contextes.

Pour remédier à l'**inadéquation des compétences**, il est essentiel que les programmes éducatifs s'alignent plus étroitement sur les besoins du marché du travail, en particulier dans les domaines à forte demande tels que les technologies numériques et les STIM. Le développement de la formation professionnelle et l'intégration des compétences numériques dans les programmes scolaires sont des étapes importantes. L'Autriche et la France ont fait quelques progrès à cet égard, mais ces efforts doivent continuer à évoluer pour s'adapter à l'évolution de l'économie.

Il est essentiel de multiplier les occasions d'**acquérir une expérience pratique** pour améliorer l'employabilité. Le renforcement des systèmes de formation en alternance, comme en Autriche et en Slovénie, constitue un modèle précieux. Le développement des apprentissages, des stages et d'autres possibilités d'apprentissage par le travail, en particulier dans les zones rurales, peut aider les jeunes à acquérir l'expérience pratique dont ils ont besoin pour passer plus efficacement de l'école au monde du travail.

Pour combler **le fossé entre les villes et les campagnes**, il faut faire un effort concerté pour améliorer l'accès à une éducation, à une formation et à des emplois de qualité dans les

régions rurales. Les investissements dans les infrastructures, comme l'amélioration des transports et de la connectivité à l'internet, sont essentiels, tout comme le soutien aux initiatives économiques locales qui créent des emplois. Les centres de carrière régionaux de Lituanie sont un bon exemple de la manière d'encourager les jeunes à rester ou à retourner dans les zones rurales après avoir terminé leurs études.

La lutte contre l'augmentation de l'**emploi précaire** nécessite des politiques qui promeuvent la sécurité de l'emploi et des conditions de travail équitables pour les jeunes. Il s'agit notamment de faire respecter les normes du travail, d'offrir des incitations aux employeurs pour qu'ils proposent des contrats stables et de soutenir les jeunes entrepreneurs par le biais de programmes tels que « Start-Up Romania ». Il est également important de se concentrer sur le développement d'industries qui offrent des emplois durables et à long terme.

Enfin, **soutenir les jeunes marginalisés** signifie offrir des programmes d'éducation et de formation ciblés, ainsi que des services de mentorat et d'orientation professionnelle, à ceux qui sont confrontés aux obstacles les plus importants. Les pratiques d'embauche inclusives sont essentielles. Le programme autrichien « NEBA », qui soutient les jeunes marginalisés, est un excellent exemple de la manière dont on peut aider ces jeunes à surmonter les obstacles et à se construire une carrière réussie.

3. Analyse de la situation en Europe

3.1. Le chômage des jeunes dans l'UE

Le chômage des jeunes dans l'Union européenne (UE) a connu des améliorations au cours des dernières années, mais il reste un problème important qui exige une attention constante et des solutions innovantes. À la mi-2024, le taux de chômage des jeunes était tombé à 14,4 %, une réduction notable par rapport au pic de 25,2 % atteint en 2013. Toutefois, ce chiffre reflète encore des défis économiques et sociaux profondément ancrés qui varient considérablement dans l'UE. Cette discussion explore les principaux facteurs contribuant au chômage des jeunes et examine de manière critique les efforts de l'UE pour résoudre ce problème persistant.

La baisse du chômage des jeunes dans l'UE est encourageante, mais les progrès sont inégalement répartis entre les États membres. Cette disparité souligne la complexité de la lutte contre le chômage des jeunes au niveau régional, où les conditions économiques jouent un rôle crucial. Les régions les plus durement touchées par la crise financière ou celles qui connaissent une reprise économique plus lente continuent de se heurter à des taux de chômage plus élevés chez les jeunes. Des secteurs tels que le commerce de détail et l'hôtellerie - des secteurs qui emploient traditionnellement de nombreux jeunes travailleurs - ont été lents à se redresser, ce qui exacerbe encore le problème dans les régions économiquement plus faibles.

L'inadéquation entre l'éducation et les exigences du marché du travail est un problème important qui contribue au chômage des jeunes. Ce problème est particulièrement prononcé dans les régions où les établissements d'enseignement et les employeurs ne sont pas suffisamment en phase. En conséquence, les jeunes sont souvent diplômés avec des qualifications qui ne répondent pas aux besoins actuels du marché du travail, ce qui entraîne des niveaux élevés de chômage ou de sous-emploi chez les jeunes. Cette situation est particulièrement problématique dans les pays où la formation professionnelle est sous-évaluée ou lorsque les possibilités d'apprentissage sont limitées.

Le passage de l'éducation à l'emploi reste une période difficile pour de nombreux jeunes dans l'UE. Sans expérience professionnelle suffisante, ils sont confrontés à une forte

concurrence pour les postes de débutants. Cette situation est aggravée par une orientation professionnelle inadéquate et un manque de stages ou d'apprentissages susceptibles de leur apporter des compétences pratiques. Dans les pays où les placements sont fortement influencés par les réseaux informels, ceux qui n'ont pas de relations, souvent des jeunes, se heurtent à des obstacles supplémentaires pour entrer sur le marché du travail, selon la Garantie renforcée pour la jeunesse.

Pour lutter contre le chômage des jeunes, l'UE a mis en œuvre plusieurs initiatives. La Garantie pour la jeunesse, lancée en 2013, vise à garantir que tous les jeunes de moins de 25 ans reçoivent une offre d'emploi de qualité, de formation continue, d'apprentissage ou de stage dans les quatre mois suivant leur entrée au chômage ou leur sortie de l'enseignement formel. Bien que le programme ait réussi à réduire le taux de chômage des jeunes, son efficacité varie d'un État membre à l'autre. Les difficultés de mise en œuvre, en particulier dans les régions disposant de moins de ressources ou de conditions économiques plus difficiles, ont limité le plein potentiel de cette initiative (Initiative pour l'emploi des jeunes).

Le **Fonds social européen Plus (FSE+)** est un autre instrument clé pour promouvoir l'emploi et l'inclusion sociale en soutenant des projets qui aident les jeunes à développer les compétences et les qualifications nécessaires au marché du travail. Bien que le FSE+ soit un outil précieux, des inquiétudes subsistent quant à savoir si ces projets débouchent sur des emplois durables ou s'ils se contentent d'apporter une aide temporaire. Le succès des initiatives financées par le FSE+ dépend souvent de leur capacité à répondre aux besoins spécifiques des marchés du travail locaux et à s'aligner sur les stratégies économiques à long terme des États membres.

L'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) cible les régions où le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25 %. Elle finance des activités telles que des apprentissages, des placements professionnels et des opportunités de formation continue, en particulier pour les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation. Bien qu'il se concentre sur les régions à fort taux de chômage, l'IEJ a été critiqué pour son manque d'adaptabilité aux besoins uniques des différentes régions, ce qui a conduit à des résultats mitigés dans l'ensemble de l'UE (Emploi des jeunes).

L'UE a également mis l'accent sur l'apprentissage en tant que moyen de combler le fossé entre l'éducation et l'emploi. Par le biais de l'Alliance européenne pour l'apprentissage (EAfA), l'UE encourage les partenariats entre les gouvernements, les entreprises et les établissements d'enseignement afin d'améliorer la qualité et la disponibilité des apprentissages. Cependant, s'assurer que ces apprentissages se traduisent par des emplois permanents reste un défi. Il est nécessaire de rendre ces opportunités accessibles à un plus grand nombre de jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés (Alliance européenne pour l'apprentissage).

L'**Agenda des compétences pour l'Europe**, lancé en 2016, est une stratégie globale visant à remédier à l'inadéquation des compétences qui contribue au chômage des jeunes. Il s'agit de veiller à ce que les individus dans l'ensemble de l'UE acquièrent les bonnes compétences pour répondre aux exigences du marché du travail, en particulier à la lumière de l'évolution technologique rapide et de l'importance croissante des compétences numériques. L'agenda comprend 12 actions clés visant à améliorer la qualité, la pertinence et l'accessibilité du développement des compétences :

1. **Améliorer la qualité et la pertinence de la formation des compétences** afin d'aligner l'éducation et la formation sur les besoins du marché du travail.
2. **Rendre les compétences et les qualifications plus visibles et comparables** pour aider les employeurs à mieux comprendre les compétences des demandeurs d'emploi.
3. **Améliorer la veille et l'information sur les compétences pour de meilleurs choix de carrière** en fournissant de meilleures données sur les tendances du marché du travail.
4. **Soutenir l'enseignement et la formation professionnels (EFP)** pour doter les jeunes de compétences pratiques et prêtes à l'emploi.
5. **stimuler l'enseignement supérieur** afin que les universités et les établissements d'enseignement supérieur fournissent les compétences requises sur le marché du travail actuel, en particulier dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'ingénierie (STEM)
6. **Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie** pour encourager le développement continu des compétences sur un marché du travail en évolution rapide.

7. **Améliorer les compétences numériques** pour répondre à la demande croissante de connaissances numériques dans l'économie moderne.
8. **Améliorer les compétences entrepreneuriales** pour favoriser l'innovation et la création d'emplois, en donnant aux jeunes les moyens de créer leur propre entreprise.
9. **Soutenir le développement de compétences pour l'économie verte** afin de préparer la main-d'œuvre à des emplois dans le domaine de la durabilité et de la protection de l'environnement.
10. **Favoriser l'innovation dans l'éducation et la formation** en encourageant l'adoption de nouvelles méthodes d'enseignement et de nouvelles technologies.
11. **Améliorer la gouvernance des systèmes de compétences** afin de garantir une coordination et une mise en œuvre efficaces des politiques dans l'ensemble de l'UE.
12. **Renforcer le rôle des parties prenantes dans le développement des compétences** en mettant l'accent sur la collaboration entre les gouvernements, les employeurs et les établissements d'enseignement (Stratégie européenne en matière de compétences).

L'Agenda des compétences pour l'Europe représente une approche tournée vers l'avenir pour s'attaquer aux causes profondes du chômage des jeunes en les dotant des compétences nécessaires pour s'épanouir sur un marché du travail en évolution rapide.

3.2. Les enjeux et les opportunités

Malgré les défis importants que pose la réduction du chômage des jeunes dans l'Union européenne, il existe plusieurs opportunités prometteuses qui pourraient améliorer la situation. Ces opportunités découlent des changements économiques en cours, des nouvelles initiatives politiques et de l'évolution du marché du travail, autant d'éléments qui peuvent être mis à profit pour aider les jeunes à obtenir un emploi intéressant.

La transformation numérique qui remodèle les industries à travers l'Europe est l'une des opportunités les plus significatives. Alors que de plus en plus d'entreprises se mettent en ligne et adoptent les technologies numériques, la demande de travailleurs qualifiés dans des domaines tels que le codage, la cybersécurité, l'analyse de données et le marketing numérique ne cesse de croître. Cette évolution ouvre de nouvelles perspectives de carrière aux jeunes gens doués pour la technologie et désireux d'apprendre et de s'adapter. Des

programmes tels que le plan d'action européen pour l'éducation numérique visent à doter les jeunes de ces compétences essentielles et à les préparer aux emplois qui devraient se développer à l'avenir.

L'**économie verte** constitue une autre opportunité importante. L'UE s'efforçant d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050, la demande d'emplois dans les domaines des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et de la protection de l'environnement est en augmentation. Les jeunes, qui sont généralement plus sensibilisés aux questions environnementales et désireux de contribuer à un avenir plus vert, sont bien placés pour tirer parti de ces nouvelles possibilités d'emploi. La stratégie de l'UE en matière de compétences pour l'Europe met également l'accent sur le développement des compétences nécessaires pour ces emplois verts, afin que la main-d'œuvre puisse répondre aux exigences de ce secteur.

L'**entrepreneuriat** est un autre domaine clé dans lequel les jeunes peuvent trouver des opportunités. L'UE encourage activement l'esprit d'entreprise par des initiatives telles qu'Erasmus pour les jeunes entrepreneurs et le financement du Fonds européen d'investissement. En soutenant les jeunes qui souhaitent créer leur propre entreprise, l'UE contribue à créer de nouveaux emplois et à favoriser l'innovation. Cela permet non seulement de lutter contre le chômage, mais aussi de stimuler la croissance économique et d'offrir aux jeunes la possibilité d'être leur propre patron et de créer quelque chose de nouveau.

L'économie des petits boulots et les **formules de travail flexibles** offrent d'autres possibilités, en particulier pour les jeunes à la recherche d'une expérience ou d'un revenu complémentaire. Bien que l'économie parallèle comporte des défis, tels que l'insécurité de l'emploi et l'absence d'avantages sociaux, elle peut offrir une expérience professionnelle précieuse et un emploi du temps flexible. Avec une réglementation et un soutien adéquats, l'économie des petits boulots pourrait devenir une option plus durable pour l'emploi des jeunes, en leur offrant davantage de choix dans leur façon de travailler.

Enfin, l'**apprentissage tout au long de la vie et le recyclage** sont essentiels sur le marché du travail actuel, qui évolue rapidement. L'évolution des technologies s'accompagne de celle des compétences requises pour de nombreux emplois. La stratégie de l'UE en matière de

compétences souligne l'importance de l'apprentissage continu et encourage les jeunes à actualiser leurs compétences tout au long de leur carrière. Cette approche leur permet de s'adapter à l'évolution du marché du travail et de profiter des nouvelles opportunités qui se présentent.

En conclusion, si les défis posés par le chômage des jeunes dans l'UE sont considérables, il existe également de nombreuses opportunités à exploiter. En se concentrant sur les compétences numériques, les emplois verts, l'esprit d'entreprise, l'économie parallèle et l'apprentissage tout au long de la vie, l'UE peut aider les jeunes à trouver un emploi significatif et durable, ouvrant ainsi la voie à un avenir plus radieux pour la prochaine génération.

4. Ressources

- Eurostat - Statistiques sur le chômage
  https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Unemployment_statistics
- Commission européenne - Garantie Jeunesse
  https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1079&langId=fr
- Fonds Social Européen Plus
  https://european-social-fund-plus.ec.europa.eu/fr
- OCDE - Chômage des jeunes
  https://www.oecd.org/fr/themes/jeunes.html
- Alliance européenne pour l'apprentissage - EAfA
  https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1147&langId=fr
- Commission européenne - Agenda européen des compétences
  https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1223&langId=fr
- Commission européenne - Initiative pour l'emploi des jeunes
  https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1036&langId=fr

Emerging Advanced Skills Youth

Le contenu de ce guide reflète uniquement les opinions des auteurs et ne représente pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ou d'autres organismes de soutien. Ni l'Union européenne ni le programme Erasmus+ ne peuvent être tenus responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce guide. Les informations fournies sont destinées à des fins éducatives et visent à aider les jeunes, les éducateurs et les décideurs politiques à comprendre et à développer des compétences clés en matière d'employabilité.

© 2024 EASY Project Consortium. Tous droits réservés. La reproduction ou la distribution de toute partie de ce guide est autorisée à des fins non commerciales, à condition que les auteurs soient dûment cités et que le programme Erasmus+ soit mentionné.